

[Voir ceci dans votre navigateur.](#)

Newsletter - février 2024



Jean-François Coulomme
Député de la Savoie
4^e circonscription

› Membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

 Groupe parlementaire
LFI-NUPES

Marche vers l'ONU à Genève



Retour en images et en vidéos sur cette belle manifestation du 3 février 2024 à Genève ou citoyen-nes, associations, ONG et

syndicats se sont rassemblé.es en grand nombre pour exiger un cessez-le-feu permanent à Gaza. Le combat continue, ensemble pour la paix et les droits imprescriptibles du peuple palestinien.



MON ACTUALITÉ À L'ASSEMBLÉE

Cabinets de conseil : exigeons la transparence !



Je reviens sur le coût pour les finances publiques du recours aux cabinets conseils privés (type McKinsey) qui représente 1 milliard d'euros, ce qui équivaut au coût de fonctionnement des institutions de l'État français (Présidence de la République, Parlement, Conseil Constitutionnel...).

Se pose donc la question de l'utilité de ces cabinets qui grèvent le budget de fonctionnement de nos institutions. J'évoque également la nécessité d'imposer une déclaration d'intérêt aux cabinets conseils afin de détecter tout conflit d'intérêt que pourrait exercer ces prestataires sur la mise en œuvre des politiques publiques.

Projet de loi sur les dérives sectaires

Retrouvez mes interventions à l'Assemblée nationale sur le projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes ou je suis "chef de file".

Extension du rôle de la MIVILUDES



Nous proposons d'élargir les compétences et les interactions de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) avec les professionnels de santé qui sont en première ligne auprès des familles pour détecter et alerter sur les phénomènes qui s'apparentent à des dérives sectaires.

MIVILUDES et pouvoirs publics.





Dans l'optique d'améliorer son fonctionnement, nous sommes pour renforcer les interactions entre la MIVILUDES et les organismes et institutions publics. Cela passe par plus de transparence, d'information et de publicité lié à l'activité de la MIVILUDES.

Mettre au cœur des actions de la MIVILUDES la formation au sein des administrations par le biais de personnes référentes, formées aux dérives sectaires. Nous proposons également d'élaborer un rapport sur l'intérêt de faire évoluer la MIVILUDES vers une forme d'autorité administrative indépendante.

Un texte répressif qui met de côté la prévention



La surenchère pénale qui prévaut dans ce texte de loi répressif que ce soit au travers d'amendes et des peines de prisons démesurées ou encore le bannissement numérique n'aura pas comme conséquence de dissuader les pratiques sectaires. Seule une politique ambitieuse basée sur la prévention pourra le faire.

Le retour d'un article liberticide !



La nécessaire lutte contre les charlatans qui détournent les malades de la médecine ne doit pas se faire au détriment de la liberté d'expression. Les possibilités de censure du débat scientifique induites par ce texte sont réelles, c'est d'ailleurs en partie ce qui a poussé le Conseil d'État à sanctionner cet article 4.

Dérives sectaires : mon discours à la tribune de l'Assemblée



Mon intervention à la tribune de l'Assemblée sur le projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires. Ce texte ne répond à aucun des enjeux soulevés par l'accroissement de l'offre sectaire constatée par la MIVILUDES ces dernières années. Les mesures envisagées sont essentiellement d'ordre pénal alors qu'il faudrait mettre en place un véritable mécanisme de prévention, doté de moyens humains et financiers nécessaires, qui passerait par la reconnaissance et la formation des professionnels ainsi que le soutien aux associations qui défendent les victimes.

La prévention au cœur de la lutte contre les

sectes



La première des préventions face aux dérives sectaires, c'est l'information.

Financement des sectes : le cas de l'église de scientologie



Connaitre le parcours de l'argent, en particulier lorsqu'il s'agit d'argent public, est indispensable pour qui veut vraiment se doter des moyens de lutter efficacement contre les sectes.

Un texte bâclé sur le fond comme sur la forme



Nous voterons contre cette loi construite sans concertation sur fond de mépris pour la représentation nationale et qui relève de l'amateurisme parlementaire.

Dérives sectaires : émission de 28 minutes du 14/02 (Arte)





Dérives sectaires : LCP "ça vous regarde", émission du 15/02



MON ACTUALITÉ EN CIRCONSCRIPTION

Chambéry pour le cessez-le-feu à Gaza





Cérémonie d'hommage aux morts et aux héros de la Gendarmerie



J'étais présent ce vendredi 16 février à la caserne Woehrlé, siège du groupement de Gendarmerie départementale de la Savoie pour assister à la cérémonie officielle d'hommage aux morts et aux héros de la gendarmerie nationale en présence du Préfet de la Savoie.

Rassemblement pour le maintien d'un cabinet dentaire à Chambéry-le-Haut



Nous étions présents avec Sarah Hamoudi-Wilkowsky pour soutenir le Docteur Mihallaq HEQIMI, l'avant-dernier dentiste de Chambéry-le-Haut, menacé d'expulsion par le bailleur Cristal Habitat le 1er septembre prochain. Une association voisine souhaiterait utiliser les locaux pour ses activités. Une situation inacceptable et incompréhensible pour les habitants qui tiennent à ce service de santé de proximité.

Vous pouvez signer la pétition de soutien [ici](#)

1 AN DE MANDAT

L'AN DE MANDAT LE BILAN

Jean-François Coulomme
Député de la Savoie 4^e circonscription
PREMIÈRE ANNÉE DE MANDAT

› Membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

jfcoulomme.fr

1 AN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSAIRE AUX LOIS
La Commission a un rôle essentiel dans le travail législatif. C'est en son sein que les députés examinent la loi et commentent à l'Assemblée, avant son adoption dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Les députés y auditionnent également des ministres et des personnalités extérieures comme par exemple Claire Hédin (directrice des droits) et David Dumoulin (ministre de l'Intérieur) et l'accusent de leurs défaits sur les violences sexuelles.

VICE PRÉSIDENT DU GROUPE D'ÉTUDES PRISES ET CONDITIONS CARCÉRALES
Un groupe d'études est une instance nouvelle qui auditionne et constitue pour approfondir et suivre des questions spécifiques. Depuis le début de la législature, j'ai pu voter de nombreux textes, propositions pour rendre compte du mieux de la situation carcérale départementale de Savoie.

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
Cette délégation a pour mission d'informer l'Assemblée nationale de la politique suivie par le gouvernement au regard de ses compétences sur les droits des femmes et sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Chaque année, un rapport est rendu pour donner un bilan des actions de la Délégation ainsi que des propositions d'amendements de la législation et de la réglementation. Ce lieu d'échange est l'occasion pour nous, membres de l'ANPES, de développer et de partager nos impressions et nos idées sur la base pour le bien des femmes et l'égalité entre les hommes, femmes et enfants.

38 semaines d'activité
71 présences en commission
91 interventions en hémicycle
280 propositions dans l'hémicycle
342 propositions d'amendements
241 amendements adoptés

Fait partie des **150** député.e.s les plus actifs* sur un total de 577
*selon le site www.nosdeputes.fr

1 AN EN CIRCONSCRIPTION

En circonscription, je me tiens au plus près des habitants qui habitent, comme le reste du pays, la dégradation des services publics et l'inflation entretenues par la politique de Macron.

ACCUEIL ET ÉCOUTE
Ma première action a été de faire un tour de France pour aller à la rencontre de mes électeurs. J'ai rencontré des citoyens, des associations, des entreprises, des élus locaux, des élus régionaux et nationaux. J'ai pu ainsi recueillir les attentes et les préoccupations de mes électeurs. J'ai pu également rencontrer des élus locaux, des élus régionaux et nationaux. J'ai pu ainsi recueillir les attentes et les préoccupations de mes électeurs.

APPEL ET SOUTIEN
J'appelle mon soutien aux luttes locales, aux salariés du secteur public, comme du privé qui se battent pour leurs salaires et de meilleures conditions de travail (enseignants, personnels hospitaliers, fermiers, gens des services de chauffage urbain, des transports...).

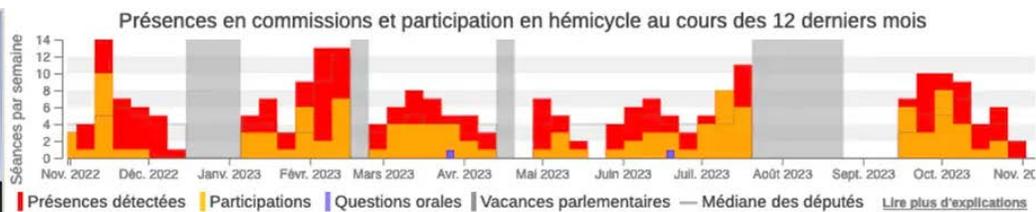
ÉCOLOGIE
Je me bats également contre les projets destructeurs de l'environnement comme le chantier de Lyon-Turin, l'autoroute du bas-chablais, les bassins ou encore la chasse à la moraine.

ASSOCIÉS SOLIDAIRES
Encourage la parole des habitants, se réunit pour écouter, c'est aussi permettre à chacun d'avoir sa chance de répondre et d'avoir un lieu de discussion démocratique. C'est pour cela que j'ai été élu à l'Assemblée nationale pour la 4^e circonscription de Savoie, qui réunit et rassemble de plus en plus de citoyens, sous les mots sur différents thèmes (Éthique, démocratie locale, gestion de l'eau, protection sociale...).

Présence à l'Assemblée

38 semaines d'activité	315 interventions dans l'hémicycle	<p>Fait partie des 150 député.e.s les plus actifs* sur un total de 577. *selon le site www.nosdeputes.fr</p>
71 présences en commission	416 propositions d'amendements	
107 interventions en commission	319 amendements adoptés	

Jean-François Coulomme, député LFI de la 4^{ème} circonscription de Savoie



CONTACTEZ VOTRE DÉPUTÉ !

Adresse de la permanence :

6 Faubourg Maché, 73000 Chambéry.

Du mardi au jeudi : 9h30-12h / 14h-18h

Téléphone : 04 80 47 05 59

Courriel : jean-francois.coulomme@assemblee-nationale.fr

Site internet : www.jfcoulomme.fr

Se désabonner | Gérer votre abonnement

Ajoutez votre adresse postale ici !